Section de Haute-Garonne

Déclaration au CSAL du 19/10/2023

Monsieur le Président,

Le contexte dans lequel s'ouvre ce CSA local est d'une violence extrême. ***Solidaires Finances Publiques 31*** condamne avec force et avec la plus grande détermination les crimes de guerre du Hamas en Israël contre des civils·et désarmé·e·s, y compris des enfants. Rien ne peut justifier de tels crimes. Quelles que soient les horreurs commises, elles ne peuvent être réparées par de nouvelles horreurs. Or, depuis le 7 octobre, la Palestine et Israël s'enfoncent dans l'horreur dont les civils de chaque camp sont les victimes. Le blocus de la bande de Gaza, la privation de ses deux millions d'habitant·e·s des ressources vitales (notamment la nourriture et l'eau) et les bombardements ciblant civil·e·s, hôpitaux, écoles, centrales électriques ou immeubles de presse sont également inacceptables. Parce que chaque vie compte, celle d'un enfant de Sderot comme celle d'un enfant de Gaza et que tout doit être fait pour qu'une paix juste et durable soit possible.

Sur notre territoire, l'assassinat du professeur Dominique Bernard à Arras, ainsi que les 2 personnes blessées dans l'enceinte d'un lycée nous mettent dans l'effroi face à cette escalade de la violence. ***Solidaires Finances Publiques 31*** condamne cet acte odieux et apporte sa solidarité à la famille et à ses collègues, mais aussi à tous les personnels de l'Éducation Nationale pris pour cible au nom d'un terrorisme religieux.

Notre monde va mal et il y a urgence à reconstruire un monde de paix, de justice et de solidarités. Plus que jamais, les peuples citoyens doivent réaffirmer avec force leur attachement aux libertés, sans jamais transiger face à ceux qui prônent la haine et la division. L'État, au travers de ses services publics, doit être un acteur majeur de cet attachement aux libertés et à l'unité.

Malgré cette période terrible, notre devoir de représentant·e·s des personnels est de revenir sur les réalités de notre administration, sur les exigences que nous, et les citoyennes et citoyens ont face à elle.

La journée de mobilisation inter-professionnelle de vendredi dernier a de nouveau montré l'importance des questions de salaires et de reconnaissance des personnels dans un climat d'inflation et de difficultés majeures pour toutes et tous. La signature massive en cours de la pétition unitaire « *nous sommes la DGFiP* » souligne l'importance de ces questions alors que des négociations difficiles sont en cours actuellement dans notre administration. A ce propos nous attendons toujours le retour des signatures de l'équipe d'encadrement alors que nous vous avions remis ce document lors du dernier CSAL ! Soutenir vos personnels ne vous intéresse pas ?

De même, nous attendons toujours la transparence et des informations sur les dossiers liés au Cadre d'Objectifs et de Moyens alors que la DG ne communique rien sur le dossier du recouvrement unifié ou la problématique Amendes, pour ne prendre que ces exemples. Ce alors que ces dossiers nationaux ont une déclinaison locale fondamentale et que les personnels méritent visibilité et respect à la fois pour l'exercice futur de leurs missions et leurs choix personnels en matière de mobilité par exemple !

Surtout, nous tenons à vous signifier notre stupéfaction d'avoir été informés (pas par vous !) du feu vert de la DG pour le recrutement en Haute-Garonne de 9 contractuels au 31/12/2023. Nous attendons de votre part des informations sur les modalités de localisation de ces futurs collègues dont on nous informe qu'une partie serait fléchée sur GMBI.

C’est scandaleux et le signal que vous donnez avec la DG est désastreux : alors que les emplois vacants sont massifs, alors que vous gelez toute affectation de B stagiaires (avec un impact humain désastreux pour plusieurs collègues, dont certains qui ont précisément essuyé tous les plâtres du fiasco GMBI et qui ont « joué le jeu » de la promotion interne dans notre administration !). Nous vous réaffirmons notre propos du dernier CSAL : alors que le Projet de Loi de Finances est en discussion et sera ensuite décliné à la DGFIP, il est nécessaire de faire entendre les réalités de notre territoire, son dynamisme économique et démographique, et en finir avec le ciblage du 31 comme un département où l’on pourrait supprimer massivement des emplois.

Au-delà de ces propos liminaires nous interviendrons sur tous les points de l’ordre du jour :

- **Sur les ponts naturels** et votre décision de n’en poser aucune, nous renouvellerons nos analyses habituelles : il y a d’un côté l’obligation de poser un congé et de l’autre l’aspiration légitime au repos alors donnez des autorisations d’absence à tout le personnel. Mais là nous soulignerons l’émoi des services sur votre « triple discours » : pas de pont en 2024 au prétexte de la défense du service public alors que vous vous ingéniez depuis des années à le détruire en matière de proximité et d’accueil ! Et là, vous ne portez pas le début d’un intérêt sur l’aspiration des personnels à une « pause ». Ce n’est pas acceptable et nous vous demandons de revoir votre proposition et de la soumettre au vote de cette instance.

- **Concernant le travail à distance**, nous nous opposerons à toute généralisation de ces modes de travail et reviendrons sur les conditions concrètes dégradées pour nos collègues de Bagnères de Luchon, Boulogne et Grenade.

- **S’agissant des apprentis**, alors que la DRFIP 31 en accueillera 32 pour l’année universitaire à venir, nous insisterons sur deux points :

  – le doute que nous émettons sur l’intérêt pour ces jeunes d’une part et la sincérité de l’engagement de l’État à les former à un métier en rapport avec leurs études de l’autre ;

  – l’impératif de respect de leur processus d’apprentissage pour qu’il ait un semblant de sincérité et d’intérêt et ne soit détourné de son objet pour palier les manques d’effectifs.

- **Concernant la création d’une Division Dépense-Comptabilité**, vous oubliez dans le document fourni le « fait générateur » de sa création avec le ruissellement de points d’indices pour les « chefs à plume », y compris avec effet au 01/09/2023, avant même toute création juridique de cette Division ! Surtout, nous pointerons les problématiques des deux divisions (réorganisation avec le CGF, transfert SIV, modifications comptables) et le besoin de soutien technique et de proximité pour les agent·e·s, bien loin des usines à gaz sur des missions différentes que vous évoquez.

- **À propos des projets immobiliers sur Toulouse et Balma**, nous découvrons donc le détail des premières réflexions du cabinet d’audit. Dans votre note fournie nous sommes stupéfaits. Lors du dernier CSAL des expressions solennelles ont été faites de la part des acteurs de prévention puis, en réponse, le Directeur s’est engagé à l’oral à prendre en compte l’humain au travail. Comment croire ces belles paroles quand vous n’évoquez une nouvelle fois que rationalisation, optimisation et mutualisation ! Nous renouvellerons nos analyses pour refuser « l’ensardinement » des personnels induit par les priorités immobilières de l’État. Au-delà de nos premières réactions nous rappellerons l’importance du rôle de la Formation Spécialisée dans le suivi de ces projets mais aussi, préalable absolu à toute mise en œuvre, avec un réel dialogue avec les équipes concernées et les agent·e·s. Nous rappellerons aussi les réalités de nos services (travail en double écran, masse de dossiers et documents papier, problématique de l’accueil téléphonique, accueil physique) mais aussi la visibilité des effectifs des services.